"Les ministres de la CECA tiennent à Noordwijk une « conférence de routine »" dans Combat (6 septembre 1955)

Légende: Le 6 septembre 1955, commentant la réunion le jour-même à Noordwijk des ministres des Affaires étrangères des six pays membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), le quotidien français Combat dénonce la lenteur du processus d'intégration européenne.

Source: Combat. de la Résistance à la Révolution. 06.09.1955, n° 3478; 14e année. Paris: Combat. "Les ministres de la CECA tiennent à Noordwijk une « conférence de routine »", p. 1; 4.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.
Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.
Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/les_ministres_de_la_ceca_tiennent_a_noordwijk_une_conference_de_routine_dans_combat_6_septembre_1955-fr-a4eb1070-4c73-4ab2-ba1c-7925cb39f128.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

Les ministres de la CECA tiennent à Noordwijk une « conférence de routine »

Les ministres des Affaires étrangères de « l'Europe », de l'Europe à Six, bien entendu, se réunissent aujourd'hui aux Pays-Bas sur les bords de la petite plage de Noordwijk. La délégation italienne est déjà arrivée. Elle a été suivie de M. Antoine Pinay. Les ministres des Affaires étrangères de Belgique, de Hollande et du Luxembourg sont, pour ainsi parler, sur place. Quant à la délégation allemande conduite par M. Hallstein, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, elle est arrivée par la route.

A l'ordre du jour de cette conférence, figurent quatre sujets : l'unification des transports, de l'énergie classique et de l'énergie nucléaire ainsi que l'établissement d'un marché commun. Les ministres doivent travailler sur la base d'un rapport de M. Paul-Henri Spaak, qui fera le point des travaux menés par la conférence des délégués gouvernementaux de Bruxelles, dont il est le président.

Conférence de routine

On indique officieusement que quelques progrès sont intervenus quant à « l'intégration » des transports et de l'énergie classique, tandis que la mise sur pied d'un marché commun se heurte à des difficultés et que l'unification des travaux atomiques en suscite de plus sérieuses encore.

On ne cache pas d'autre part que cette conférence revêtira « un caractère de routine » et que le communiqué final ne comportera aucune surprise.

Qui défend encore l'Europe ?

Pour parler net, on est tout simplement en train d'enterrer l'Europe. Ou plus exactement de l'étouffer lentement en entassant sur les initiatives qui auraient pu être fructueuses des tonnes de dossiers stériles. La précédente conférence européenne qui s'était tenue à Messine n'avait pas précisément été un succès. On nous prévient déjà que celle de Noordwijk n'aura aucune importance.

Ceux qui se proposaient de faire l'Europe avaient à leur disposition deux voies : l'une était celle de l'unification politique qui a été peu à peu abandonnée au profil de l'autre, l'intégration des secteurs économiques essentiels et la mise sur pied de grandes entreprises communes. Mais ce deuxième effort ne produit plus désormais que des fruits dérisoires. Que reste-t-il donc ?

En fait, ce ralentissement considérable de l'activité européenne est dû à deux facteurs. En premier lieu, les Anglo-Saxons avaient développé au maximum leur campagne pour l'unification au moment où il s'agissait de réarmer l'Allemagne occidentale. Ce résultat étant acquis, Londres et Washington se sont montrés beaucoup moins européens.

En deuxième lieu, l'unité des pays de l'Europe occidentale avait paru une nécessité de première urgence au moment où la guerre froide acculait ces mêmes pays à la défensive et où l'URSS multipliait ses menaces. La « détente » a porté à l'idée européenne des coups rudes.

Les gouvernements, et en particulier celui de la France, avaient bien juré que l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest « ne se ferait pas sur le dos de l'Europe ». On voit ce qu'il en est aujourd'hui : l'Europe agonise et il est question de jeter à bas le seul édifice qui en subsiste : la CECA.